

En outre-mer : le service militaire adapté, pour l'insertion des jeunes¹

« Sur des pensées nouvelles, faisons des vers anciens », proposait André Chénier. Telle est aujourd'hui la puissance innovatrice du service militaire adapté (SMA). L'origine en remonte aux années 1960, lorsqu'on imagina d'utiliser le service militaire obligatoire comme une manière de mener outre-mer une politique de formation professionnelle favorable au développement des territoires. On pourrait croire cette formule aujourd'hui périmée, à la fois en raison de l'essor propre des outre-mer, qui la rend moins nécessaire, et depuis que l'armée n'est plus de conscription. Or la persistance de cette branche des armées installée au ministère chargé de l'outre-mer s'offre aujourd'hui comme un modèle d'avenir, et non un héritage suranné. « Armé pour la vie » est sa devise. L'originalité commence là : les devises des formations militaires, et plus généralement des

1. Texte rédigé par Philippe Ratte.

institutions, proposent aux personnels qui les composent une identification commune, qui est celle du corps formé par eux. Lui seul est pérenne, ils tirent de lui leur appartenance et la fierté qui s'y attache. Ici, c'est l'inverse : le corps SMA adopte pour devise celle qui sied à chacun de ses bénéficiaires et qui constitue son aboutissement, à savoir que chacun sorte de son emprise armé pour la vie.

Ce retournement est d'une grande valeur symbolique : là où l'usage immémorial ajustait des hommes à une appartenance (régimentaire, nationale, etc.), ici l'institution se donne pour fin d'adapter ses hommes à la vie hors d'elle. Elle les produit au lieu d'en consommer, si l'on peut ramasser ainsi le renversement de perspective. C'est bien sûr une logique contraire à celle des formations militaires, qui ont pour essence de prendre des hommes dans la vie pour les plier au service de la nation. Elle en conserve cependant l'esprit, et donc le meilleur, en ce sens que la formation militaire fut de tout temps une discipline d'élévation de soi au-dessus de soi-même, de formation du citoyen et d'apprentissage efficace d'une spécialité. C'est justement en puisant dans cette antique et noble tradition de formation des hommes, qui distingue les armées et qui trouve ses plus belles expressions dans les officiers constituant son encadrement, que le SMA retourne vers la préparation à la vie ce qui devait avoir assez de force jadis pour préparer à accepter jusqu'à la mort même.

Le résultat est là, et sera commenté plus loin à partir des chiffres qui en rendent compte. Mais la leçon doit en être tirée d'entrée de jeu : ce que le SMA réussit magnifiquement, pourquoi tant de structures de formation y échouent-elles si régulièrement ? « Armés pour la vie », combien de jeunes confiés à l'Éducation nationale ou à d'autres instances comparables le sont vraiment ? On n'ose pas calculer le ratio entre ce nombre, si on pouvait le recenser, et les moyens dont disposent tous ces services,

car il serait décourageant. Chacun le sait, personne ne consent à le dire, car la remise en cause qu'ils induiraient d'un demi-siècle et plus de prétentions pédagogiques serait trop accablante.

Pourtant, l'enjeu est là : la mondialisation exige une population apte à agir et produire avec efficacité. La citoyenneté requiert un peuple préparé à vivre ensemble. La qualité de vie dépend beaucoup pour tous de la qualité humaine de chacun, qui en fait le sel et la texture. C'est tout cela que l'École aujourd'hui aurait du mal à prouver qu'elle produit convenablement. Et c'est exactement cela que produit avec succès le SMA, alors qu'il prend en charge les populations parmi les moins aptes à y réussir. C'est pourquoi son exemple, loin d'être le souvenir d'un temps révolu, se présente au *xxi*^e siècle comme un modèle sinon à suivre, du moins à méditer.

Le SMA

Ce système, calibré pour trois mille bénéficiaires outre-mer, porte en 2014 sa capacité à six mille volontaires. Sa géométrie résulte de trois éléments : un point de départ, un point d'arrivée et une éthique précise.

Le point de départ, c'est la population éligible à ce service : des jeunes ultramarins en difficulté d'insertion. Le point d'arrivée : que chacun devienne « un citoyen responsable et actif, c'est-à-dire une personne dynamique et autonome ayant confiance en elle, capable de décider pour enfin agir » (général Dominique Artur, alors commandant du SMA). L'éthique se résume à « apprendre à réussir ». Elle commence par l'appropriation des valeurs nécessaires à la vie en collectivité, le développement du savoir

qualifié, le goût du travail bien fait, la création d'un projet professionnel. Elle passe par une formation militaire et citoyenne pour développer le goût de l'effort et du vivre ensemble, socle du parcours de la réussite ; une formation personnelle ; une formation professionnelle. Elle s'adresse à des volontaires, et en appelle donc à leur responsabilité. On leur demande au premier chef d'être à l'heure, d'être en tenue, de respecter la sécurité, de travailler en équipe, de respecter leur chef et de lui rendre compte. Ces cinq règles d'or ne comportent en elles-mêmes aucune valeur de formation. Mais leur application est ce qui rend la formation possible et efficace. Elles font la différence, en mettant les volontaires en état de profiter des formations dont ils vont bénéficier, quand trop de temps est gaspillé ailleurs, parfois jusqu'à abolir tout espoir de vraiment instruire, par le chaos latent parfois toléré dans certaines classes faute d'y faire respecter ces principes.

Avec 76 % d'insertion, qui correspondent *grosso modo* aux taux de réussite aux diverses qualifications du parcours² sur lesquelles le service est inflexible dans l'exigence de certification d'une vraie réussite, le SMA prouve combien ses stagiaires sont appréciés pour leur employabilité confirmée.

Le caractère militaire de cette formation a la double vertu de procurer des repères externes et internes aux volontaires : par l'apprentissage exigeant des règles de l'action en commun, il forge le sens de la responsabilité et développe la qualité de citoyen qui sous-tend l'engagement demandé. Mais à travers les nombreux aspects de l'entraînement qu'elle comporte, la formation militaire a aussi l'irremplaçable vertu de révéler et épanouir le potentiel d'individus à qui la vie a trop souvent infligé l'expérience

2. 83 % des stagiaires obtiennent le Certificat de formation générale et 70 % le permis B, alors que 60 % au départ n'avaient pas même le brevet des collèges, 30 % étant en situation d'illettrisme.

de l'échec et du déni de soi qui en résulte. Le sens du bien commun, y compris à travers l'apprentissage des gestes qui sauvent, progresse de conserve avec la redécouverte par chacun de sa valeur propre, en situation de reconnaissance réciproque matrice de progrès commun.

Cette éducation globale du savoir-être se révèle, à l'expérience, être un vecteur puissant de l'accès à des savoir-faire. La formation professionnelle prend par là un tour de prolongement fécond du développement personnel, au lieu de se présenter comme un parcours contraint. Là encore, l'apprentissage technique propre à chaque métier est environné de tout un contexte de formation à l'hygiène et la sécurité, d'éducation comportementale, d'appétit pour l'activité en tant que source de statut personnel et social.

Plus que tout, le SMA ne se propose pas d'être, en tant que tel, une école à débouchés : sa philosophie est de transformer les jeunes en difficulté qui se confient à lui en des individus pleinement adultes, responsables, citoyens – « tête haute », comme le dit une autre de ses devises internes. C'est à eux, ensuite, de se prendre en mains et de parachever personnellement ce qui aura alors, et seulement alors, été rétrospectivement l'école de la réussite. Le SMA fournit tous les outils nécessaires pour cette réussite, mais c'est chacun des 130 000 volontaires qu'il a formés en un demi-siècle d'existence qui doit avoir la fierté personnelle de cette réussite. Jamais on ne la lui a promise encore moins donnée. Mais on lui en a chevillé au corps l'envie et la résolution.

Portée et limites d'un succès coûteux

Le SMA vit de très nombreuses contributions, depuis les fonds européens jusqu'aux subventions des collectivités territoriales. Les deux tiers de son budget de 206 millions d'euros couvrent la solde des cadres militaires détachés du ministère de la Défense, œuvrant dans ses sept centres de Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, ainsi qu'à l'antenne de Périgueux et à Paris. Il bénéficie d'un fort engagement de cadres pris dans l'une des élites des armées françaises que sont les troupes de marine.

Ces indications donnent tout de suite les limites de l'exercice : il serait matériellement impossible de détacher à cette mission l'effectif d'officiers et de sous-officiers aguerris requis pour encadrer une population dix à cent fois plus importante. Il s'agit d'une activité de niche, favorisée par la rencontre du milieu ultramarin et de l'expertise des troupes de marine, dont la vocation à opérer au-delà des mers trouve là à s'exprimer. Il serait tout à fait impossible de demander aux armées, surtout depuis qu'elles se sont professionnalisées pour servir à leur but de défense fondamental, un effort même minime dans le sens d'une extension de ce régime, qu'elles seraient plutôt portées à resserrer eu égard aux contraintes pesant sur leur cœur de métier. L'un des arguments en faveur du SMA reste d'ailleurs le fait que les six régiments et le bataillon de Mayotte constituent aussi une armature des forces de souveraineté, fort précieuse dans les nombreuses interventions de sécurité auxquelles elles ont eu à prendre part lors de cyclones (Polynésie), de séismes (Haïti), d'épidémies (La Réunion, Martinique, Guadeloupe), etc.

D'autre part, ce dispositif s'adresse à une population adolescente ou adulte mal sortie du système scolaire obligatoire. Il intervient donc en rattrapage, ce qui définit ses caractéristiques et ses contraintes : il n'a affaire qu'à des volontaires, parfaitement conscients qu'il y a là pour eux une dernière chance à ne pas manquer, et qui ont intégré l'avantage qu'ils trouveront à en accepter les disciplines. Ses cinquante ans d'histoire dans le milieu, très spécifique et réduit en taille, des DOM-TOM, assurent au SMA un crédit *a priori*, qui entre pour quelque chose dans l'équation de son succès.

Au demeurant, cette formule ne se soutient financièrement qu'au bénéfice des politiques de transfert abondant l'outre-mer, en tant que contribution à la viabilité de ces territoires, et elle ne saurait servir de référence pour un système éducatif métropolitain, même de seconde chance (et à ce titre amplement subventionné), en raison de son coût unitaire de trente-huit mille euros au moins par stagiaire, malgré un gros effort de productivité, qui a réduit le taux d'encadrement de 21 à 16 %. Un cadre pour cinq volontaires reste un niveau privilégié, qui explique la qualité du résultat.

Enfin, si cette forme adaptée d'un service militaire défunt se survit au bénéfice de situations particulières, force est de reconnaître qu'elle n'entre pas vraiment dans la mission des armées, destinées à combattre au service de la défense globale, et non à suppléer aux éventuelles carences du système éducatif. Le modèle ne peut donc en être étendu.

*Propositions impertinentes
pour une Éducation nationale améliorée*

Il reste que le SMA vaut comme référence à plus d'un titre.

D'abord parce qu'il met les apprenants en situation d'apprendre, ce qui n'est pas toujours le cas dans les classes ordinaires, surtout celles des secteurs difficiles, où l'école est *a priori* abordée par les jeunes comme une extension de leur aire habituelle d'expression. Une des forces capitales du SMA est de faire respecter des préalables, dont l'Éducation nationale a cru pouvoir se passer au prétexte du droit à la singularité et à l'épanouissement de chacun. Trait capital, aussi bien les cadres que les volontaires sont soumis à une règle plus forte qu'eux : ce ne sont pas seulement les stagiaires qui sont astreints à une discipline militaire préalable à tout autre pas en avant, ce sont les cadres eux-mêmes qui leur en montrent l'exemple en incarnant à leurs yeux les plus hautes vertus de leur rang. Difficile de renauder contre cette règle lorsque les cadres en sont l'expression exemplaire. Ce seul détail, qui ne coûterait pas un sou, transformerait du tout au tout l'exercice de l'enseignement public, si les enseignants mettaient eux aussi un point d'honneur à manifester toujours dans leur attitude, leur tenue, leur ponctualité, leur sens du service, leur respect des règles et des autorités, le minimum des qualités qu'on a besoin de fortifier chez les enfants pour qu'ils se transforment en élèves. Nul besoin à cet effet de militariser les professeurs : il suffit que l'ensemble du système qu'ils constituent en revienne à se respecter en observant, comme le veut leur statut et selon une tradition respectée, l'allure qu'exige aussi la déontologie de leur profession.

Mais quand bien même, comme il est probable, il serait impossible d'amener les enseignants à la prestance des cadres militaires, poser comme le SMA en préalable à toute situation d'étude qu'un certain nombre de conditions minimales soient réunies transformerait en profondeur les situations scolaires en France. Exiger que les élèves observent les formes élémentaires de la politesse, respectent les consignes, défèrent à des devoirs, satisfassent aux exigences de leur condition mettant au pas les trublions, permettrait à l'immense majorité de travailler beaucoup mieux. Pour étudier, les esprits ont besoin d'être au clair et au calme, conditions que détruit toute forme de désordre réelle ou potentielle.

D'autre part, cet objectif serait bien mieux partagé, et ses conditions de mise en œuvre bien plus aisément acceptées, si le but de la pédagogie s'inversait enfin : non plus prétendre élever toute une génération à assimiler un programme (qu'on n'a pas les moyens d'inculquer, et sur lequel on transige sans cesse), mais permettre à chacun d'être « armé pour la vie » moyennant un passage par l'école. Armé, pas accoutré : une arme doit être fiable, et ne vaut que si l'on sait s'en servir. Il ne s'agit donc pas de bercer avec complaisance les illusions des élèves, mais au contraire de les aguerrir à optimiser leur potentiel, en les soumettant à un entraînement intensif et à des épreuves discriminantes. Ils le méritent : tout enfant aime à se surpasser, pourvu qu'on l'y incite et qu'on l'en récompense avec justice, c'est-à-dire sans tricher sur les performances. Il doit y avoir du rebut pour que les lauréats tiennent leur succès pour méritoire. L'exemple du SMA vaut donc d'être suivi, là encore sans qu'il en coûte un sou, en soumettant chacun à un parcours adapté à son cas, mais sans concessions et riche en défis. Prendre au sérieux le destin des jeunes, ce n'est pas leur conférer à force de complaisances des diplômes déclassés, c'est leur

proposer un cadre de perfectionnement rigoureux, mais attentif à les aider et valider leurs acquis. C'est optimiser leurs aptitudes, et non brader des titres. Le mot d'ordre du SMA, « Notre victoire : leur réussite », conviendrait bien mieux à l'Éducation nationale qu'à une formation militaire.

Enfin, il y a dans l'expérience du SMA la vérification du « théorème de Godet », selon lequel « si la France d'en haut va mal, celle d'en bas innove et démontre des bonnes pratiques » : c'est à partir des terres françaises les plus reculées, sur des populations de jeunes particulièrement en marge, dans une perspective humblement professionnelle et civique, et avec pour tout bagage les méthodes éprouvées de l'armée d'autrefois, que le SMA obtient des résultats d'insertion et de parcours de vie que l'ensemble de la vaste machine scolaire et universitaire française peut lui envier. Il y a là un défi aux certitudes des clercs, inlassables et imperturbables à réclamer toujours plus d'école, d'enseignants, d'aides en tout genre au nom d'une promotion sociale dont il est démontré que le système scolaire d'il y a soixante ans, bien plus sélectif et strict, l'assurait infiniment mieux. La promotion sociale ne consiste pas à baisser toujours plus l'étiage des références pour parvenir à y inclure même les moins doués, au moins jusqu'à leurs 16 ans, et se flatter ainsi d'avoir assuré en trompe-l'œil une égalisation correctrice des conditions. Elle se réalise lorsque des jeunes, tels qu'ils sont, se trouvent consolidés dans leurs qualités, encouragés dans leurs aptitudes, et secondés dans leurs efforts pour s'élever par le travail au-dessus de leur situation initiale. C'est ce qui fait la réputation du SMA et la fierté de ses stagiaires. C'est ce qui justifie son partenariat avec les Compagnons du devoir, référence suprême en matière d'excellence professionnelle, mais aussi le parrainage actif de Bouygues, intéressé par une main-d'œuvre qualifiée, mais surtout apte à s'insérer

dans le processus complexe d'un chantier, avec un sens aigu de la sécurité. Le SMA produit des gens fiables, chacun à son niveau, et c'est une qualité globale, synthétique, qui donne leur vrai potentiel aux acquis professionnels comme à la capacité à progresser ultérieurement.

Si, à l'instar du SMA, l'Éducation nationale était de nouveau reconnue comme une instance authentiquement qualifiante, c'est-à-dire un passage qui arme l'enfant pour la vie à tous égards, cela suffirait à lui rendre la place que lui assignaient dans la nation les fondateurs de la République, à savoir la première. Il faudrait pour cela que soit méditée la stratégie qui fit la réussite du SMA : au lieu de se référer à un « niveau » défini d'en haut par les couches aisées, et en dessous duquel elles proclament qu'on est en déficit qualitatif, on y part des aptitudes effectives des apprenants, si déficientes soient-elles, avec la ferme intention de les porter à leur maximum de potentiel. Au lieu de fabriquer en masse des échoueurs, stigmatisés par l'écart non comblé entre leur maximum et le « niveau » requis (malgré l'acharnement mis à les y « élever » et la complaisance à abaisser l'étiage exigé), le SMA procure à chacun de ses apprenants, même ceux qui n'y arrivent pas, le sentiment très valorisant d'avoir progressé et d'être vraiment reconnus capables de ce qu'ils savent faire. Il en résulte une authentique satisfaction personnelle, source d'estime de soi et d'énergie pour progresser.

Le SMA est une expérience ancienne, nourrie par deux ambitions confluentes : celle des populations d'outre-mer de montrer ce dont elles sont capables, et celle des armées de démontrer leur capacité de valorisation des hommes. Elle mobilise de plus en plus de partenariats, vers les entreprises, les chambres consulaires, Pôle emploi, plaçant la mission au-dessus de l'institution : au lieu de s'arroger le monopole des prestations, le SMA fait tout pour que la mission de réussite pour les jeunes devienne une cause

commune dont il finira par n'être plus qu'un partenaire parmi d'autres, et pourquoi pas s'effacer un jour si d'autres l'animent valablement. La notion d'un but à atteindre prime ici sur la logique des pouvoirs et des moyens, et c'est ce qui distingue le SMA : la mission des armées n'est pas de former des jeunes en dérive, mais comme elles en sont capables, elles y apportent leur concours parce que l'objectif en est reconnu légitime et désirable. Cette logique de service, d'alignement de l'action sur un but et non du but sur les moyens ou les droits acquis, produit des effets concrets. Mais, au-delà de sa bénéfique efficacité, elle porte un état d'esprit, et des valeurs implicites, qui transforment le climat collectif. À une prépondérance de l'idéologie d'égalité, elle substitue une éthique de l'émulation des talents et des courages dans un esprit de valorisation mutuelle des réussites.